

Le gouvernement Harper dépèce Parcs Canada et vandalise l'histoire et le patrimoine des Canadiens

En même temps que les vents froids, l'automne fait ressentir aussi les impacts du dépeçage de Parcs Canada par le gouvernement. Les matériaux d'interprétation des parcs nationaux et des centres d'interprétation, de présentations dynamiques et vivantes qu'ils étaient, sont devenus des expositions statiques. La plupart des activités éducatives et publiques ont été fermées. La plupart des postes d'archéologues, de naturalistes, de conservateurs, d'administrateurs et de spécialistes du patrimoine ont été supprimés. De nombreux parcs et sites historiques nationaux ne fonctionnent plus qu'avec des horaires réduits. Toutes les collections et les informations sur la recherche, en provenance de tout le Canada, sont transportées dans des entrepôts au personnel insuffisant à Gatineau, au Québec. Au Manitoba, il n'y aura plus de pistes d'hiver au Parc national du Mont-Riding, et les interactions vivantes du Lieu historique national de Lower Fort Garry resteront confinées à l'intérieur des murs du fort lui-même et n'auront plus lieu que durant les fins de semaine. Cela provoquera la fin des activités du maréchal-ferrant et du camp des Premières nations, qui connaissaient une grande popularité auprès des touristes et des visiteurs locaux. Et bien que ces décisions provoquent une diminution des accès, de l'appréciation et du plaisir que donnent ces établissements, elles ne sont rien comparativement aux coupures à grande échelle qui viennent d'avoir lieu ! Par exemple, au Bureau des Régions de l'Ouest et du Nord, à Winnipeg (qui couvre le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord), 65% des postes du personnel technique et professionnel ont été supprimés ! D'autres, comme les postes de conservateurs, ne seront maintenus que durant deux ans, le temps d'organiser le transfert des collections d'artefacts à Gatineau. Des bénévoles dévoués, qui ont apporté leur aide au travail assidu du personnel, se sont entendu dire qu'ils ne devaient plus revenir. Au bureau de Winnipeg, les huit archéologues permanents et plusieurs autres à temps partiel ne seront bientôt plus que deux ; l'immense savoir accumulé durant des décennies d'engagement et d'expertise, outre le travail assidu et productif de ces personnes, sera perdu. Il ne s'agit pas ici de « couper dans les graisses », ce personnel ayant été soumis à des pressions constantes pour répondre à de nombreuses échéances, ainsi que pour trouver des partenariats pour remplir ses objectifs avec des budgets réduits.

Toute la documentation et les collections sont en ce moment déménagées dans des entrepôts au personnel insuffisant à Gatineau. Les quelques agents qui restent se voient attribuer d'autres emplois ou rétrograder à des emplois à temps partiel. Pendant des années, Parcs Canada avait entretenu des locaux modestes mais de grande qualité pour les collections de Winnipeg, ainsi que cinq autres centres à travers le Canada, qui comptaient des conservateurs, des chercheurs, des agents d'entretien des collections, des biologistes, des interprètes et des administrateurs pour prendre soin de ces nombreux et inestimables objets de patrimoine. À présent, tout ce travail et tous ces soins dispensés au cours du siècle dernier seront perdus, alors que les collections sont déménagées et les locaux fermés ou dramatiquement réduits. Il y a seulement deux ans, 5000 objets de patrimoine avaient été transférés à Winnipeg afin de rester accessibles dans leur région d'origine. Ils sont à présent emballés et renvoyés dans l'Est. Brutalement, tous les artefacts de York Factory, dans la région de Churchill, et ceux d'autres sites du Nord, ainsi que de divers sites du Sud, sont mis dans des boîtes et envoyés à Gatineau. Cette centralisation des collections, des archives et des rapports se déroule dans tout le Canada. Il n'y aura plus à présent que huit

archéologues pour prendre soin des artefacts fragiles et menacés provenant de tous ces sites canadiens. Il est intéressant par contre de remarquer que l'on a gardé la poignée d'archéologues sous-marins pour rechercher des objets tels que des épaves de navires. Les employés des Départements de conservation locaux, qui ont passé des années à restaurer des objets et à prendre soin du matériel organique en provenance du permafrost nordique, sont à présent transférés, de manière temporaire, à l'emballage et au déménagement des collections. Ces collections ne seront dorénavant plus accessibles pour la recherche et les analyses, à moins de se rendre à Gatineau ; et même là, il n'y aura pas assez de personnel pour aider à y accéder ou pour en prendre soin. Ce personnel n'aura pas non plus le savoir acquis dans les centres régionaux. Vous souvenez-vous de la fin des « Aventuriers de l'arche perdue », quand la caisse contenant l'arche inestimable est déposée, par un manutentionnaire monté sur un chariot élévateur, dans un immense entrepôt pour y être oubliée pour toujours ? C'est exactement ça. Il y a aussi une rumeur qui court, voulant que des artefacts tels que des vêtements amérindiens anciens et autres pièces rares seront vendus pour couvrir les frais de déménagement et de centralisation de ces collections, ce qui ne paraît pas invraisemblable, si l'on pense que le Ministère des Affaires étrangères avait un moment envisagé de vendre un grand nombre d'œuvres d'art canadiennes.

La suppression et la réduction des postes laisseront des vides énormes. Par le passé, un grand nombre de citoyens canadiens pouvaient accéder au savoir collectif, en ayant la possibilité d'obtenir de l'information historique et des images, et d'observer des artefacts rares ou inhabituels. Les chercheurs, les enseignants et les historiens des familles n'auront plus accès à ce savoir. Les gens qui voudront en savoir davantage sur un objet hérité de leur famille seront référés à Gatineau où il n'y aura plus grand-monde à pouvoir leur fournir l'expertise nécessaire. Au Manitoba, il n'y aura plus que deux archéologues pour veiller à TOUS les parcs et sites historiques nationaux du Manitoba, de la Saskatchewan et des Territoires, pour superviser la protection des sites menacés, pour conseiller les gardiens des parcs et pour contribuer au développement de programmes et d'expositions dans ces centres. Il n'y aura AUCUN agent pour surveiller et entretenir des sites aussi importants que celui de York Factory, qui risquent ainsi une dégradation accélérée. Il n'y aura AUCUN archéologue pour surveiller, protéger et conserver les anciens sites côtiers inuit du Nord qui sont confrontés actuellement à une accélération de l'érosion. Il n'y aura PERSONNE pour alerter les gestionnaires des sites en cas de destruction ni pour les conseiller sur la manière d'incorporer le savoir que procurent les artefacts culturels découverts au patrimoine écologique afin de monter des expositions d'interprétation bénéfiques au public. Il est évident que ces ressources souffriront d'une destruction définitive.

Les centres ouverts au public périssent. Outre les impacts à Lower Fort Garry et à Mont-Riding, d'autres centres tels que la Maison Riel et le Presbytère Saint-Andrews, ainsi que le Homestead Motherwell et le fort Battleford en Saskatchewan vont perdre leurs animateurs costumés et leurs intéressants programmes interactifs. À présent, aux visiteurs qui se rendent à la Maison Riel, important site familial de l'un de nos leaders de l'Ouest, un personnel temporaire distribuera des feuillets pour une visite autoguidée, activité des moins stimulantes pour les enfants et les curieux. Les agents permanents qui étaient disponibles pour créer des programmes et des activités pour le nouveau Parc des aventuriers du patrimoine Variety, ouvert en juin dernier au Parc national des Fourches à Winnipeg, ont vu leur contrat prendre fin ou bien ont été reclassés. Des événements du même genre se déroulent depuis Signal Hill, à Saint-Jean de Terre-Neuve, jusqu'au Parc national de Jasper. Il n'y aura plus personne pour créer de nouveaux programmes éducatifs continus. Durant plusieurs années, le personnel de Parcs Canada avait élaboré les programmes

d'Éducation du public et de diffusion externe, passionnants programmes éducatifs pour enfants en lien avec les programmes scolaires. Ils ont été mis au rancart dans tout le pays. Les gestionnaires de sites et les agents d'entretien ont été licenciés ou se sont vu attribuer des emplois saisonniers ou à temps partiel. Ces développements vont provoquer une réduction des visites des familles locales et des touristes, ceux-ci considérant que la signalétique et les feuillets de visites sont loin de valoir les guides et les acteurs-animateurs. Il est très probable que l'affluence va considérablement diminuer, ce qui donnera ainsi au gouvernement un prétexte pour fermer définitivement quelques-unes de ces installations patrimoniales à l'avenir.

Il est étrange que le gouvernement de Stephen Harper veuille réduire les centres de Parcs Canada et en éliminer d'autres, tels que Dartmouth, alors que ce sont des moteurs de développement pour les parcs et les sites historiques nationaux, qui constituent des attractions touristiques majeures, et que le tourisme représente un pan important de l'économie. Une étude économique récente, réalisée en 2011 au sujet de Parcs Canada, a démontré que l'affluence y a été croissante et très profitable, générant 3,3 milliards de dollars pour l'économie canadienne en 2008-2009, année où l'ensemble de l'économie était en récession. Pour chaque dollar dépensé pour Parcs Canada, deux dollars sont recouverts du fait des contributions des touristes étrangers, outre 40 cents en taxes. Il ne s'agit pas ici d'équilibre budgétaire ; il s'agit de décider unilatéralement, sans consultation, qu'une partie essentielle de notre patrimoine canadien n'est pas suffisamment importante ou d'intérêt suffisant pour mériter le soutien fédéral. Le gouvernement a décidé que seuls quelques sujets sélectionnés, tels que la Guerre de 1812, étaient importants et dignes d'être financés.

Mais, soit dit en passant, pourquoi les gens du monde entier affluent-ils en Italie, en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles, en Turquie, en Grèce, pour ne nommer que quelques pays, si ce n'est pour s'imprégner de leurs incroyables sites patrimoniaux ? Pourquoi alors le gouvernement réduit-il si drastiquement l'attrait de plusieurs des plus importants sites patrimoniaux canadiens ?

Ces coupures interviennent dans toutes les régions de Parcs Canada, d'une côte à l'autre. Quelque 600 personnes talentueuses et érudites voient leurs contrats prendre fin. Les animateurs de l'interprétation de 27 parcs sont licenciés. Un siècle d'engagement et d'investissements dans 42 parcs nationaux et 167 sites historiques nationaux, de la part de tous les gouvernements fédéraux précédents, sont réduits à néant ou gravement réduits. Le personnel de conservation de tout le Canada passera de 33 à 8 personnes. Il n'y aura plus que 8 archéologues pour veiller aux 218 parcs nationaux et à près de 37 millions d'hectares de terres de la Couronne. Nous allons brutalement devenir une « friche » patrimoniale si le gouvernement fédéral continue à tailler Parcs Canada en pièces. Lorsque des esprits plus intelligents essaieront de remédier à ces impacts dévastateurs, ce sera à un prix démesuré. Comme l'a dit Rick Mercer dans son récent ouvrage et dans un récent article (1^{er} octobre) dans le magazine *MacLeans*, « il est temps de gueuler ! » Ainsi qu'il se l'est laissé dire, les sous-fifres d'Ottawa prennent le silence du public pour un acquiescement aux décisions fédérales et à ce qui se fait en leur nom !

Dr. E. Leigh Syms,
Défenseur du patrimoine ancien,
conservateur émérite en archéologie,
professeur adjoint, Université du Manitoba,
slsyms@mymts.net
20 novembre 2012-12-15

Pour plus d'informations, contactez l'Association canadienne d'archéologie à <http://canadianarchaeology.com/caa/draconian-cuts-parks-canada>

Si vous vous inquiétez de la disparition de notre histoire et de notre patrimoine canadiens, il faut le faire savoir. Contactez votre député et tout autre que vous connaissez, ainsi que

Stephen Harper, Premier ministre pm@pm.gc.ca,

Peter Kent, Ministre de l'Environnement, minister@ec.gc.ca,

James Moore, Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles,

james.moors@parl.gc.ca,

Alan Latourelle, Directeur général de l'Agence Parcs Canada, alan.latourelle@pc.gc.ca,

Thomas Mulcair, chef du Nouveau Parti Démocratique et de l'opposition officielle,

thomas.mulcair@parl.gc.ca,

Bob Rae, chef du Parti Libéral du Canada, info@bobrae.ca,

Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada, elizabeth.may@parl.gc.ca

Il est important également que vous fassiez connaître vos préoccupations aux médias locaux en adressant des lettres aux journaux, aux radios et aux chaînes de télévision.